

Ensemble, défendons nos retraites !

des solutions existent !

La chaleur était bien au rendez-vous cet été. Le soleil n'a pourtant pas effacé les douleurs d'un printemps touchés par un climat politique marqué par l'austérité faisant s'interroger en toute légitimité des électeurs du scrutin présidentiel du 6 mai 2012 « Hollande est-il toujours de gauche ? ».

A-t-on permis l'élection d'un président pour voir le nombre des inégalités et d'injustices sociales s'accroître dans notre pays ?.

Au 1er juillet a été adoptée une loi sur la sécurisation des emplois découlant des accords signés par le Medef remettant en cause le droit des travailleurs (ANI).

À la fin du mois d'août, le gouvernement Ayrault recevait les organisations syndicales concernant la réforme en cours des retraites pour leur confirmer l'allongement de la durée de cotisation.

Sous le soleil, rien de bien agréable pour le peuple.

D'un côté, pour les plus riches, l'État accorde au patronat un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros sans contrepartie, de l'autre, pour les plus défavorisés, les petites pensions doivent faire l'effort d'une participation à la réforme des retraites. D'un autre côté, le gouvernement Solférinien n'hésite pas à remettre en cause le regroupement familial et à laisser les directions d'entreprise mener une politique répressive à l'encontre de l'action syndicale.

Comment expliquer à des seniors (des salariés de plus de 55 ans) ou à des salariés précaires multipliant les petits boulots ou le temps partiel qu'ils peuvent perdre tout espoir d'une retraite à taux plein.

Non, nous n'avons pas voté pour un prolongement d'une politique austère que nous avons combattu.

Oui, il existe une alternative à la politique proposée.

Nous voulons sortir des logiques qui consistent à diminuer le niveau des pensions et poursuivre les inégalités entre les femmes et les hommes.

Nous sommes pour une réforme qui permettrait à chacun d'obtenir une retraite à 60 ans à taux plein.

Pour cela, **nous proposons de soumettre à cotisation la masse des rémunérations qui en sont exemptées** (intéressement, stock-options).

Nous voulons **taxer réellement les revenus financiers** (les prélèvements financiers représentent près de 50 % de la masse salariale des sociétés non financiarisées).

Nous voulons **évoquer le coût du « non travail » : 1 million d'emplois, c'est 13 milliards d'euros de recettes.**

Concernant les libertés d'action et d'expression syndicale, nous exigeons un vote définitif par l'assemblée nationale de la loi d'amnistie des délits commis lors des mouvements sociaux adoptés par le Sénat le 28 février dernier.

Parce que nous représentons des partis d'action, nous entrons en résistance au côté du peuple.

Nous voulons dire haut et fort que l'immigré n'est pas le problème mais le financier en est un.

Nous voulons dire haut et fort, la conquête de la retraite à 60 ans a permis à toute une génération de vivre plus longtemps en bonne santé.

Nous appelons les citoyens et citoyennes à nous rejoindre nombreux à la manifestation qui aura lieu, à Paris, le 10 septembre afin de défendre quand il est encore temps nos libertés et notre retraite à 60 ans à taux plein.



Tou(-te)s à la Manifestation

Mardi 10 septembre 14 h 00

Place de la République - Paris

A l'initiative de CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires